

ALE Corée-Chine, les premiers détails du contenu

L'accord de libre-échange (ALE) conclu entre la Corée du Sud et la Chine profitera de manière égale aux deux pays comme les deux gouvernements ont obtenu ce qu'ils souhaitent, ont noté ce lundi des officiels de Séoul.

Selon ce pacte commercial, la Corée du Sud éliminera les droits de douane sur 79% de tous les produits chinois, soit 9.690 articles, au cours des 10 années qui suivront la mise en application, a détaillé le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie.

De son côté, la Chine annulera durant la même période les tarifs douaniers sur 71% des produits coréens, correspondant à 5.846 articles.

Ces premiers détails du contenu de l'ALE ont été dévoilés après l'annonce aujourd'hui de la conclusion des négociations qui avaient commencé en mai 2012.

Concernant le marché des produits agricoles et de la pêche, le plus sensible pour Séoul, son ouverture sera réduite au minimum comparativement aux autres ALE que la Corée a signés.

Selon l'accord, la Corée devra lever ses droits d'importation sur 40% des produits agricoles et de la pêche de la Chine, en termes de valeur. Les parts avaient été respectivement de 92,5 et 98,4% pour les ALE passés avec les Etats-Unis et l'Australie.

Par ailleurs, 30% des produits agricoles et de la pêche ont été exclus définitivement du pacte et ne feront donc pas l'objet d'une libéralisation dans le futur.

«Avoir 30% de biens exclus de manière permanente de l'ouverture du marché est sans précédent après les 12 autres ALE signés par le pays et cela signifie aussi que tous les produits clés, comme le riz, les poivrons, le porc et le bœuf, considérés comme sensibles ici, ont été exclus de la libéralisation», a expliqué le ministère.

En dehors de son impact direct sur l'économie coréenne, l'ALE établi avec la deuxième économie mondiale devrait aider à renforcer le rôle et le statut de la Corée du Sud sur la scène internationale.

«L'ALE Corée-Chine devrait être une opportunité pour le pays pour devenir un pilier parmi les pays de la région Asie-Pacifique qui cherchent à renforcer la coopération économique et à former un bloc économique», a conclu le ministère.

Source : <http://french.yonhapnews.co.kr/news/2014/11/10/0200000000AFR20141110001300884.HTML>
(10/11/2014)